

Enjeux sécuritaires et droites populistes en Europe

Dernière mise à jour : vendredi 26 juillet 2002

Gilles Ivaldi

Chargé de recherche CNRS, CIDSP-Institut d'Etudes Politiques de Grenoble,
Coordinateur du groupe de recherche européen EREPS (*Extreme Right Electorates and Party Success*)
[<http://cidsp.upmf-grenoble.fr/guest/ereps/>]

Introduction

Les récentes consultations électorales en France, au Danemark, en Norvège ou aux Pays-Bas ont témoigné de l'essor et de l'institutionnalisation des partis d'extrême-droite et de droite populiste, confirmant une tendance globale à l'œuvre dès 1999 dans plusieurs autres pays membres de l'Union européenne, tels la Belgique, l'Autriche ou l'Italie (Cf. Tableau 1 ci-après) ¹.

Tableau 1: Le poids électoral des partis d'extrême-droite et droite populiste en Europe occidentale

| Pays | Parti | Dernière élection législative | % suff. exp. | Sièges |
|---------------------|---|-------------------------------|--------------|------------------|
| Allemagne | Republikaner | Septembre 1998 | 1,8 | 0/669 |
| Allemagne | Deutsche Volksunion (DVU) | Septembre 1998 | 1,2 | 0/669 |
| Autriche | Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) | Octobre 1999 | 26,9 | 52/183 |
| Belgique | Vlaams Blok (VB) | Juin 1999 | 9,9 | 15/150 |
| Belgique | Front national wallon (FN) | Juin 1999 | 1,5 | 1/150 |
| Danemark | Fremskridtspartiet (FrP) | Novembre 2001 | 0,6 | 0/175 |
| Danemark | Dansk Folkeparti (DF) | Novembre 2001 | 12,0 | 22/175 |
| France | Front national (Le Pen) | Avril 2002 Mai 2002 | 16,9 11,1 | Présid. 0/577 |
| France | Mouvement national républicain (Mégret) | Avril 2002 Mai 2002 | 2,3 1,1 | Présid. 0/577 |
| Grande-Bretagne | British National Party (BNP) | Juin 2001 | — | — |
| Italie ⁺ | Lega Nord (LN) | Mai 2001 | 3,9 | 30/618 |
| Italie ⁺ | Alleanza Nazionale (AN) | Mai 2001 | 12,0 | 99/618 |
| Italie ⁺ | MSI-Fiamma Tricolore | Mai 2001 | 0,4 | 0/618 |
| Norvège | Fremskrittspartiet (FrP) | Septembre 2001 | 14,7 | 26/165 |
| Pays-Bas | Liste Pim Fortuyn (LPF) | Mai 2002 | 17,0 | 26/150 |
| Suède | Ny Demokrati (NyD) | Septembre 1998 | — | — |

Notes:

* Belgique: résultat national, le VB a recueilli 15 % des suffrages sur l'ensemble du collège flamand en 1999

** Danemark: hors Îles Féroé et Groenland (4 sièges)

⁺ Italie: *Camera dei Deputati* (Chambre des Députés)

Les raisons d'un tel succès tiennent à une combinaison complexe de facteurs politiques, économiques et sociaux (Ivaldi, 1999a), au rang desquels les enjeux relatifs à la criminalité, la délinquance et les violences urbaines ont acquis une place prépondérante au cours des dernières années. Et ce, non seulement en tant que thèmes centraux de l'offre programmatique de ces formations mais aussi en leur qualité de moteurs de mobilisation de segments croissants d'un électorat devenu partout plus sensible aux questions de sécurité.

¹ Pour un panorama électoral détaillé, voir : Ivaldi, 2002.

L'offre politique autoritaire-xénophobe des droites populistes

En dépit d'origines et d'itinéraires politiques divergents (Ivaldi, 2000), et nonobstant l'hétérogénéité d'une classe de formations politiques dont il paraît aujourd'hui encore difficile de cerner avec précision les contours idéologiques (Mudde, 1996), nous avons assisté depuis plusieurs années à un processus réel de convergence au niveau européen et la ré-interprétation par ces partis de certains éléments doctrinaux de la matrice classique de l'extrême-droite.

De fait, les mouvements extrémistes et populistes se sont appropriés l'enjeu délinquance et ont formulé à l'adresse d'électeurs inquiets de l'évolution de la criminalité un discours autoritaire, sécuritaire et répressif, fondé sur une philosophie holiste de l'ordre social et une conception de l'Etat privilégiant l'intérêt collectif aux dépens de l'agir individuel². Leurs leaders ont partout repris à leur profit les thèmes d'accroissement des sanctions, de plus grande sévérité de la peine ou de la tolérance zéro, de l'élargissement des moyens et prérogatives des membres de la force publique et d'un plus grand rigorisme en milieu carcéral.

Ces idées de nécessaire fermeté ont porté en mai 2002 la vague populiste de la *Lijst Pim Fortuyn* (LPF) aux Pays-Bas avec 17 % des voix à l'occasion des élections générales, dans les circonstances particulières de l'émotion suscitée par l'assassinat de son leader dans la semaine précédant le scrutin. Elles ont très grandement contribué à la performance locale du *British National Party* (BNP) de Nick Griffin avec trois conseillers élus dans la ville de Bradford, sur un programme de "tolérance zéro" et de réintroduction des "châtiments corporels" tel que le "fouet" pour les "petits délits anti-sociaux" (*Municipal Manifesto 2002*). En France, les élections présidentielle et législatives du printemps ont propulsé l'enjeu "insécurité" sur le devant de la scène politico-médiatique. On a une nouvelle fois constaté la similitude de vue des deux formations concurrentes de l'extrême-droite, MNR et FN, et leur partage du même patrimoine de l'orthodoxie national-populiste depuis la scission de 1999 (Ivaldi, 2001a). En 2002, mégrétistes et lepénistes ont continué de soumettre à leurs électeurs un *package* de mesures répressives : tolérance zéro, fin du "sentiment d'impunité", extension des moyens de justice et police, disparition des "zones de non-droit". En Flandre, le *Vlaams Blok* a tenté de récupérer politiquement l'émotion encore très vive du scandale de l'affaire Dutroux pour dénoncer le "laxisme" des autorités fédérales face à une "criminalité galopante et excessive" (Programme *Vlaams Blok*). Sur le modèle de ses homologues ouest-européens, le manifeste 2001 du *Dansk Folkeparti* dessine les contours d'un projet sécuritaire : augmentation des moyens de police et justice, utilisation de témoins anonymes, frais d'emprisonnement à la charge des détenus, quartiers de haute-sécurité, prisons pour délinquants mineurs et certitude de la peine. Le parti de Pia Kjaersgaard demande la "castration médicale" pour les récidivistes coupables de crimes sexuels (Programme *Dansk Folkeparti*, 2001), là où l'extrême-droite hexagonale (FN et MNR) ou le BNP britannique exigent le rétablissement de la peine capitale, véritable pierre angulaire de leur vision de l'ordre social.

Dans tous les cas, la rhétorique autoritaire anti-libérale des droites extrêmes et populistes européennes apparaît indissociable de la composante xénophobe. Outre-Rhin, la très radicale DVU de Gerhard Frey a, dès sa création en 1971, développé un discours nationaliste autoritaire virulent contre l'immigration et l'insécurité qui en découlerait (Roberts, 1992). A la

² Sans toujours se confondre avec le conservatisme moral ou le communautarisme poussé à l'excès : l'exemple, très atypique, du dandy néerlandais Pim Fortuyn a montré la possibilité de voir cohabiter l'idéologie sécuritaire et une forme de libéralisme culturel en matière de mœurs.

fin des années 1980, les *Republikaner* ont su, à leur tour, tirer profit électoral des inquiétudes relatives à la réunification et à l'arrivée massive en Allemagne de réfugiés de l'ex-bloc soviétique (Betz, 1993 ; Niedermayer & Westle, 1992). Plus récemment, le succès remporté par le *Partei Rechtsstaatlicher Offensive* (Parti de l'Offensive étatique-PRO) du "juge impitoyable", Ronald Schill, avec plus de 19 % des suffrages aux élections régionales de Hambourg en septembre 2001 a démontré l'adéquation d'un discours musclé sur l'insécurité, l'immigration ou le trafic de drogue et des attentes exprimées par une partie de l'électorat.

Thèmes sécuritaires-xénophobes très comparables à ceux développés par l'extrême-droite flamande depuis plus d'une dizaine d'années (Ivaldi & Swyngedouw, 2001). Dès 1991, le *Vlaams Blok* avait conquis la première place aux élections locales d'Anvers en opérant cette même synthèse de la question "immigration" et des inquiétudes liées à la délinquance urbaine. Le *Plan en 70 mesures pour résoudre le problème de l'immigration* (1992), suivi d'un colloque consacré à la criminalité en 1993, ont progressivement permis au mouvement d'occuper l'espace autoritaire à droite et d'imposer son image de "parti de l'intransigeance" (Swyngedouw, 1998). A la préférence nationale théorisée par le concept "*Eigen volk eerst*" (Notre peuple d'abord) fait écho une volonté de "combattre sans ménagement la criminalité" placée sur le devant de l'agenda électoral lors du dernier scrutin législatif de juin 1999 où le parti de Filip DeWinter et Franck Vanhecke a totalisé 15 % des voix dans le collège néerlandophone.

En Autriche, c'est assurément à Vienne que le FPÖ a trouvé le terreau le plus prolifique au développement de ses diatribes sur la criminalité, de sa stigmatisation de l'immigration massive (*Überfremdung*) et de son projet chauviniste "*Österreich zuerst*" (L'Autriche d'abord). Dès les élections générales de 1990, le parti de Jörg Haider a frappé les esprits par ses slogans alarmistes : "Pour une Vienne sûre et patrie des Viennois", "Vienne ne doit pas devenir Chicago". Aux législatives d'octobre 1999, puis lors de la campagne municipale de mars 2001 dans la capitale, le FPÖ a exploité beaucoup des angoisses de la population autrichienne face au futur élargissement de l'Union, particulièrement exacerbées dans un pays aux multiples frontières avec les pays de l'ex-bloc soviétique (Ivaldi, 1999b & 2001b).

Côté britannique, le plaidoyer du parti de Nick Griffin, sur le thème de "*Put the British people first !*", semble aujourd'hui parvenir à séduire localement sur l'enjeu sécuritaire dans les zones à forte densité de minorités ethniques, sur fond d'émeutes raciales violentes à Oldham et Burnley dans le courant de l'été 2001. Dernier exemple en date, l'apparition en 2002 de la LPF au sein du jeu électoral néerlandais, dans un pays pourtant historiquement épargné par la poussée des droites populistes et extrêmes (Lucardie, 1998). Dès l'élection locale de Rotterdam en mars, Pim Fortuyn est parvenu en un record de temps à faire implorer le consensus établi entre les principaux partis, vilipendant un Islam défini comme culture "rétrograde", "sous-développée" et "menace pour la sécurité", et dressant son plan d'immigration-zéro au travers de sa formule demeurée célèbre "les Pays-Bas sont pleins".

De tels mécanismes d'association des schèmes cognitifs et attitudeux du préjugé ethnocentriste et du syndrome autoritaire ont été décrits très tôt, dès après la seconde guerre mondiale, dans le travail fondateur de *The Authoritarian Personality* (Adorno et al, 1950). Dans le propos des leaders extrémistes et populistes, une chaîne de causalité similaire s'établit entre immigration et criminalité, au travers d'une mise en correspondance –sinon en équation– des deux phénomènes et d'un processus récurrent de politisation conjointe de ces enjeux. La logique de désignation de "boucs émissaires" et d'attribution de culpabilité joue sur une dimension affective et émotive essentielle dans l'appréhension des problèmes de sécurité. A

l'image d'un Jean-Marie Le Pen dénonçant "cette immigration massive qui crée des conditions très désocialisantes" ou d'un Bruno Mégret fustigeant "la mauvaise immigration qui se développe (...) [et] met en cause la sécurité et l'identité de notre pays".

Dès la fin des années 1980, en Norvège, le *Fremskrittspartiet* (FrP) s'est saisi des questions liées à l'immigration d'origine pakistanaise et la présence de la minorité Laponne à l'extrémité nord-est du pays (Arter, 1998 ; Valen, 1998), dont l'exploitation populaire s'est avérée particulièrement payante à l'occasion des élections locales de 1995 et 1999. Pour Carl Ivar Hagen, "les immigrés amènent avec eux le crime et la drogue" et sont responsables de la "destruction" de la société norvégienne ; "si vous avez trop d'immigrés, expliquait encore récemment le leader populiste, vous avez nécessairement des conflits sociaux". En mai 2001, le retour au pouvoir de la coalition de droite en Italie a accompagné l'irruption sur la scène politique des difficultés consécutives à l'afflux de réfugiés sur la côte orientale du pays. Soutenue à droite de l'échiquier politique par les ex-fascistes de l'*Alleanza Nazionale*, la *Legha Nord* d'Umberto Bossi a très vite accaparé la parole xénophobe-autoritaire classique en attribuant aux nouveaux arrivants Albanais ou Kurdes la responsabilité de la petite délinquance et de l'insécurité : "si nous ne stoppons pas les flux migratoires, déclarait Umberto Bossi, les hordes viendront et détruiront tout ce qui se trouve sur leur chemin, imposant leur loi et leur religion". L'amalgame est apparu de façon frappante dans la récente proposition de loi Bossi-Fini sur l'immigration, au travers singulièrement des peines d'emprisonnement prévues à l'encontre des clandestins et du très controversé amendement visant à la prise obligatoire d'empreintes digitales de tous les immigrés entrant sur le territoire italien.

Au Danemark, la percée du *Dansk Folkeparti* avec 12 % des suffrages lors des élections de novembre 2001 s'est totalement inscrite dans la continuité idéologique d'avec la ligne autoritaire-xénophobe et anti-libérale du vieux FrP (Svåsand, 1998). Le DF a assis sa position de parti anti-immigrants au sein du jeu politique danois, posant en principe fondateur de son message politique le refus de l'idée selon laquelle "le Danemark est un pays d'immigration et la société danoise une société multi-ethnique". Pour la chef de file des nationalistes danois, "l'immigration de masse contemporaine est une menace sérieuse pour l'existence future du Danemark en tant que société paisible de bien-être".

Un électorat de la crainte

Sous l'angle électoral, l'impact de la diffusion polémique du schéma d'analogie "immigration-délinquance" est particulièrement visible lorsque sont envisagées les raisons déclarées du vote en faveur de ce groupe de partis. En 2002, le vote Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle a de nouveau été intensément nourri des préoccupations liées à l'insécurité, à l'immigration et au chômage (Sondage IPSOS-Vizzavi-*Le Figaro*-France 2, 21 avril 2002). Un triptyque auquel ont largement fait écho les législatives du 15 mai aux Pays-Bas, à l'occasion desquelles les angoisses relatives à l'immigration, la délinquance et la pérennité du système national de santé publique ont très fortement pesé sur l'issue du scrutin et favorisé l'émergence des populistes de la *Lijst Fortuyn*.

En Belgique flamingante, les quatre motifs prédominants du vote en faveur du *Vlaams Blok* lors des élections générales de juin 1999 étaient dans l'ordre : l'immigration, la critique de la classe politique, la criminalité et la défense du nationalisme flamand (Swyngedouw, 2001). Au Danemark, les deux principaux enjeux pour l'ensemble de l'électorat à la veille de la consultation de novembre 2001 ont été la "protection sociale" et "l'immigration", à des

niveaux très comparables à ceux de 1998, où le *Dansk Folkeparti* avait déjà remporté un succès notable avec 7.4 % des voix (Sondage *Ugebrevet Mandaag Morgen*-ACNielsen AIM, 7-8 novembre 2001).

Le traumatisme international consécutif aux attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis a très vraisemblablement participé de la diffusion au sein des électorats européens d'inquiétudes latentes concernant les rapports entre l'Islam et l'Occident. La concomitance d'actions militaires anti-terroristes et de discussions sur la nécessité d'un éventuel durcissement des politiques d'accueil en Europe de l'Ouest ont ajouté à la confusion des esprits et semblé apporter une validation de l'implication causale liant immigration et criminalité. De plus, le démantèlement dans plusieurs pays de l'Union de réseaux plus ou moins directement liés à l'organisation Al Qaïda a attisé la crainte d'une menace intérieure.

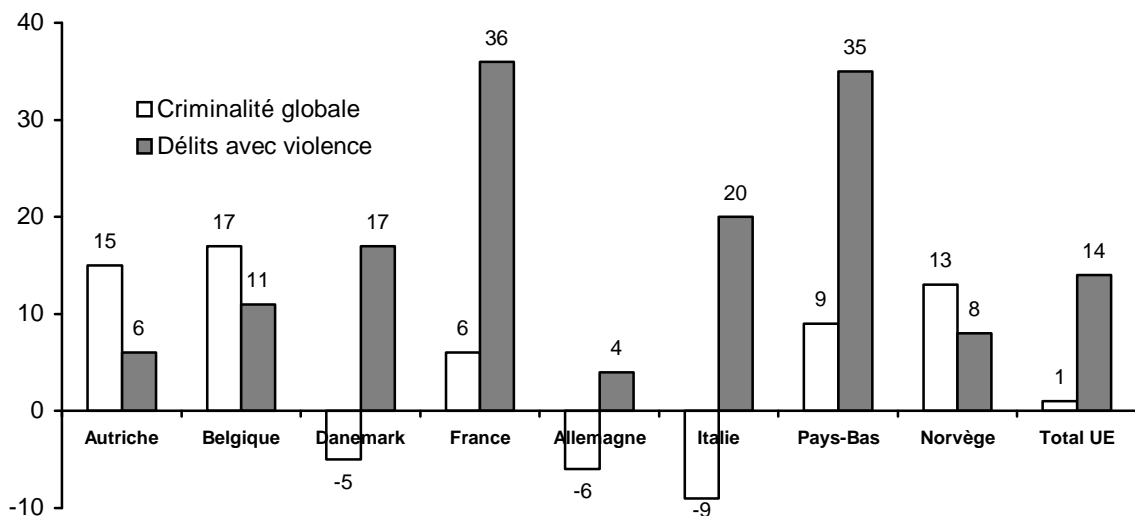
Il est sans doute difficile de mesurer avec précision la contribution réelle de ces événements à la poussée récente des partis d'extrême-droite ou de droite populiste, mais il est indéniable que la conjoncture mondiale a créé un environnement propice à la pénétration électorale de mouvements tels que le FN en France, le Parti du Progrès au Danemark ou la *Lijst Fortuyn* aux Pays-Bas, formations ayant clairement affiché leur hostilité à l'égard de la religion musulmane et leur conviction des menaces que l'Islam ferait peser sur l'équilibre des sociétés occidentales.

Les dimensions sociétales de l'électoratisme sécuritaire

Au-delà, cependant, des seuls facteurs de court-terme, la réussite de la rhétorique sécuritaire-xénophobe prend racine dans les transformations profondes de sociétés post-industrielles confrontées au processus de globalisation, de flux migratoires, de fragmentation sociale des périphéries urbaines et de paupérisation de segments croissants des populations, dans un environnement socio-économique précaire et incertain.

La force de mobilisation des partis populistes tient beaucoup à cette réalité structurelle des nations modernes. Pour imparfaites qu'elles soient, les statistiques internationales témoignent, sur la période récente, d'une aggravation objective de la criminalité dans la très grande majorité des pays d'Europe occidentale où l'extrême-droite a entrepris de faire passer son message autoritaire répressif (Cf. Figure 1 ci-après). Entre 1996 et 2000, les chiffres de la délinquance sont demeurés stables dans l'ensemble de l'Union européenne (+1 %), mais ont connu une hausse significative en Belgique, en Autriche, en Norvège, aux Pays-Bas ou en France (jusqu'à +14 % si l'on prend en considération les données publiées par le Ministère de l'Intérieur pour l'année 2001). En cinq ans, les crimes et délits avec violence ont enregistré une progression notable au sein des quinze pays de l'Union, et plus spectaculaire encore au Danemark, aux Pays-Bas, en France ou chez nos voisins italiens.

Figure 1: Evolution de la criminalité globale et des crimes et délits avec violence en Europe (1996-2000), en %



Source des données : Barclay & Tavares, 2002

Conjointement à l'augmentation de la criminalité, dont l'intensification ne peut naturellement seule suffire à expliquer le phénomène populiste, les questions relatives à l'immigration ont à nouveau ces derniers mois occupé le devant de la scène politique européenne. Le sommet de l'Union de Séville en juillet 2002 a placé au cœur des discussions des chefs d'Etats les problèmes liés aux migrations présentes et futures, à la difficulté de concilier la demande populaire d'une "forteresse Europe" et la réalité du besoin en main d'œuvre étrangère dans les années à venir, sans oublier les conséquences subjectives et réelles de l'ouverture des frontières intra-communautaires en termes de trafic de drogue ou de crime organisé. A cela s'ajoute l'échec, dans nombre de pays membres de l'Union, des politiques d'intégration sociale, économique et politique des jeunes générations issues de l'immigration et une ségrégation de ces populations, situation d'exclusion dont on devine le pouvoir criminogène.

L'absence de réponse politique

A bien des égards, les partis politiques traditionnels se sont montrés incapables d'apporter une réponse crédible à l'anxiété générés par l'installation au cœur même des opinions publiques européennes de préoccupations durables liées à ces questions, dans ce contexte de crise profonde du modèle de stabilité économique et sociale établi au sortir de la Seconde Guerre mondiale (Evans & Ivaldi, 2002a). Partout, le succès des formations de la droite populiste et extrême s'est nourri de ce défaut de *responsiveness* (capacité de réponse) des acteurs dominants du système, à gauche comme à droite de l'échiquier politique.

La réussite du processus de politisation par les mouvements périphériques des sujets "délinquance" et "immigration" correspond très directement à ce sentiment diffus d'inefficacité des partis classiques, face à une demande d'ordre et de sécurité très largement sous-estimée par beaucoup des gouvernements en place. Pour ces derniers, la structuration de ces enjeux au sein du débat public est demeurée jusqu'ici contingente au refus des amalgames faciles et au rejet du propos xénophobe, tout particulièrement dans le traitement politique de la délicate question de l'implication réelle ou supposée des étrangers et personnes d'origine étrangère dans le phénomène global de la délinquance.

Face à l'embaras de partis traditionnels enfermés dans un système de contraintes de légalité et d'éthique, l'approche populiste a misé sur la surenchère dans l'exploitation de peurs légitimes. Echappant à la contrainte de cohérence imposée aux grands partis à vocation gouvernementale, elle se satisfait assez bien de ses propres contradictions et revirements. Le propos, volontiers outrancier, s'avère d'une redoutable efficacité sur des enjeux sensibles et fortement polarisés tels que l'immigration ou la sécurité, en particulier parce qu'il n'hésite pas à bousculer la norme anti-raciste établie au lendemain de la guerre et acceptée par la totalité des acteurs politiques au sein des démocraties pluralistes.

En reliant explicitement l'insécurité à l'immigration, les Haider, Le Pen et autres Kjaersgaard ou Fortuyn prétendent incarner la parole "vraie". Leur discours se veut d'abord l'éloge du volontarisme et du changement contre l'abandon supposé de la part des grands partis à vocation gouvernementale. Le mode essentiellement entrepreneurial de fonctionnement des mouvements populistes et extrêmes, sous l'autorité unique de leaders charismatiques, leur confère enfin une grande capacité d'adaptation et réactivité aux enjeux du moment.

Un pacte national de solidarité et de sécurité

Mais surtout, l'extrême-droite et la droite populiste semblent dans tous les cas vouloir exposer aux citoyens d'Europe le projet d'un nouveau pacte national de solidarité et de sécurité, fondé sur ces deux éléments essentiels que constituent le "nous" ethno-exclusif et la promesse de réinstaurer l'ordre social. Ces partis proposent en cela un renouvellement du contrat tacite passé entre élites et citoyens, les seconds laissant aux premiers le soin d'assurer, au travers de l'appareil d'Etat, un certain nombre de fonctions relatives à la santé, l'éducation, la protection sociale, l'emploi, les retraites ou la garantie de sécurité des biens et des personnes.

Aux couches sociales les plus marginalisées et les plus fragilisées, le projet des droites populistes et extrêmes offre de repenser le mode d'identification collective et la notion même de citoyenneté. La synthèse opérée au travers du principe de "préférence nationale" pose en réalité les bases d'un modèle alternatif de partage de la richesse nationale et de distribution des subsides sociaux de l'Etat-Providence (Evans & Ivaldi, 2002b). Parallèlement, le programme autoritaire prétend prendre en compte le développement d'attentes de réponses effectives de l'autorité publique face aux phénomènes de croissance en volume de la petite délinquance ou de développement du crime organisé.

Conclusion

L'émergence au sein des opinions publiques des enjeux relatifs à la criminalité et à l'immigration a ouvert un espace politique d'engouffrement pour les partis d'extrême-droite et populistes. L'essor de ces derniers dans plusieurs scrutins nationaux récents a démontré leur habileté à s'emparer des inquiétudes liées aux transformations des sociétés modernes. Car les préoccupations strictement sécuritaires ne représentent dans bien des cas qu'une partie simplement d'un ensemble plus vaste d'interrogations concernant l'évolution des démocraties européennes vers un type post-industriel globalisé et poursuivant leur marche vers l'intégration supranationale.

En associant une offre politique nationaliste et un projet autoritaire de rétablissement d'un ordre social dépeint comme défaillant, les partis tels que le FN, le FPÖ, le *Vlaams Blok*, la LPF ou d'autres vont, nous l'avons souligné, bien au-delà de la seule exploitation

démagogique d'une anxiété réelle face à la délinquance pour poser les bases d'un nouveau modèle de solidarité nationale et de sécurité, apte à séduire un segment croissant des électeurs en Europe occidentale et à tirer bénéfice de tous les échecs et insuffisances des partis dominants au sein du système politique.

On mesure aujourd'hui la force de l'utilisation démagogique des difficultés liées à l'immigration et à la criminalité et le potentiel d'attraction électorale que ces questions représentent. En cela, leur traitement effectif constituera à l'avenir un enjeu fondamental pour l'ensemble des acteurs traditionnels –partis de centre-droit mais également grandes formations de la gauche socialiste et social-démocrate– et, à n'en pas douter, le meilleur rempart contre l'éventualité d'une nouvelle vague populiste en Europe.

*
* *

Références

- Adorno (Theodor W.), Frenkel-Brunswik (Else), Levinson (Daniel J.), Sanford (R. Nevitt), 1950, *The Authoritarian personality*, New York, Harper & Brothers
- Arter (David), 1998, « The Politics of Embarrassment: Norway's 1997 Election », *West European Politics*, 21 (2), April, 187-194
- Barclay (Gordon C.), Tavares (Cynthia), 2002, *International comparisons of criminal justice statistics 2000*, Home Office Statistical Bulletin 05/02, London, 12 July
- Betz (Hans-Georg), 1993, « The New Politics of Resentment : Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe », *Comparative Politics*, Vol. 25, n°4, juillet, p.413-428
- Evans (J.A.), Ivaldi (Gilles), 2002a, « Quand la crise du consensus profite à l'extrême-droite. Europe : le succès des populistes à l'échelle du continent », *Le Figaro*, Débats et opinions, 18-19 mai
- Evans (J.A.), Ivaldi (Gilles), 2002b, « Les dynamiques électorales de l'extrême-droite européenne », *Revue politique et parlementaire*, juillet-août, à paraître
- Ivaldi (Gilles), 1999a, « L'extrême-droite ou la crise des systèmes de partis », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 6 (1), 201-246
- Ivaldi (Gilles), 1999b, « L'extrême-droite FPÖ aux portes du pouvoir. Les élections législatives du 3 octobre 1999 en Autriche », *Revue politique et parlementaire*, 1002, septembre-octobre, 114-125
- Ivaldi (Gilles), 2000, *L'extrême-droite en Europe occidentale*, Problèmes Politiques et Sociaux, La Documentation Française, n°849, 22 décembre
- Ivaldi (Gilles), 2001a, « Les formations d'extrême-droite : Front national et Mouvement national républicain » in Bréchon (Pierre) (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation Française, p.15-38
- Ivaldi (Gilles), 2001b, « L'Autriche face à la modernité. Retour sur les transformations du système de partis autrichien (1945-2000) », in Cautrès (Bruno), Reynié (Dominique) (dir.), *L'opinion Européenne 2001*, Presses de Sciences-Po / Fondation Robert Schuman, p.199-220
- Ivaldi (Gilles), 2002, « Europe. Poussée de la droite extrême et populiste », in *Rapport RAMSES 2003*, Institut français des relations internationales (IFRI), Septembre, à paraître

- Ivaldi (Gilles), Swyngedouw (Marc), 2001, « The extreme-right Utopia in Belgium and France. The ideology of the Flemish Vlaams Blok, the French Front National and the Belgian Front National », *West European Politics*, Vol (24), n°3, July, p.1-22
- Lucardie (Paul), 1998, « The Netherlands: The Extremist Center Parties », in Betz (Hans-Georg), Immerfall (Stefan) (eds.), *The New Politics of the Right. Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, London, MacMillan, p.110-124
- Mudde (Cas), 1996, « The War of Words : Defining the Extreme Right Party Family », *West European Politics*, Vol. 19, n°2, April, p.225-248
- Niedermayer (Oskar), Westle (Bettina), 1992, « Contemporary right-wing extremism in West Germany », *European Journal of Political Research*, vol. 22, N°1, Juillet, p.83-100
- Roberts (Geoffrey K.), 1992, « Right-Wing Radicalism in the New Germany », *Parliamentary Affairs*, vol. 45, n°3, juillet, p.327-344
- Svåsand (Lars), 1998, « Scandinavian Right-Wing Radicalism » in Betz (Hans-Georg), Immerfall (Stefan) (eds.), *The New Politics of the Right. Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, London, MacMillan, p.77-94
- Swyngedouw (Marc), 1998, « The Extreme Right in Belgium: Of a Non-existing Front National and an Omnipresent Vlaams Blok », in H.G. Betz, S. Immerfall, *The New Politics of the Right. Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, New York, St. Martin's Press, p. 59-75
- Swyngedouw (Marc), 2001, « The subjective cognitive and affective map of extreme right voters: using open-ended questions in exit-polls », *Electoral Studies*, Vol.20, 2, pp.217-241
- Valen (Henry), 1998, « Norway: The Storting Election of September 15, 1997 », *Electoral Studies*, 17 (4), December, 555-559